



Commission Ministérielle pour la Formation Professionnelle

du 9 février 2011

DÉCLARATION DE LA CFDT

Malgré quelques avancées positives, la lecture du bilan ministériel de la formation 2009 révèle un affaiblissement général de la formation dans notre ministère.

Ormis les formations post-recrutement, on observe une baisse importante de la production de formation dans les services régionaux entre 2008 et 2009 pouvant atteindre jusqu'à 50%.

La disparition des cellules formation dans les services continue à produire ses effets catastrophiques sur le développement des compétences et la professionnalisation des agents dans une période mouvementée où les besoins sont criants.

Si la production de la formation dans les CVRH est touchée dans une moindre mesure, elle continue elle aussi à baisser (-3% entre 2008 et 2009).

En 2011, une forte diminution des budgets de fonctionnement viendra encore accentuer ce phénomène. De nombreuses formations seront annulées faute de candidats qui se verront refuser leur inscription au motif de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration trop importants.

Un point alarmant également révélé par le bilan 2009 : le nombre de formateurs internes a été divisé par 3 entre 2005 et 2009 passant de 6204 à 2272. Le transfert des routes aux Conseils Régionaux n'explique pas tout. Cela révèle un désintérêt de l'encadrement pour la formation. Il faut arrêter cette hémorragie. La fonction de formateurs doit être valorisée dans les parcours professionnels et faire l'objet d'une véritable reconnaissance.

Au niveau régional, les directeurs ont vu leur rôle et leur implication se renforcer, notamment dans le pilotage de la construction du volet GPRH du Document de Stratégie Régional. Pour autant le bilan 2009 montre une importante augmentation des actions de formation sous maîtrise d'ouvrage centrale au détriment des actions régionales. Ce déséquilibre s'accroît au fil des années. Il nous semble important de revenir vers un équilibre raisonnable de 50/50 afin de maintenir une dynamique régionale en impliquant l'ensemble de la hiérarchie et en favorisant les synergies interministérielles.

Si le dialogue social est assuré au niveau national, il n'existe plus au niveau régional. Comme le secrétaire général le rappelle dans son préambule au Document d'Orientation à Moyen Terme de la Formation 2010-2012, « la construction d'une stratégie de développement des compétences ne peut se faire sans dialogue social ». C'est pourquoi, nous demandons une nouvelle fois comme nous le faisons depuis maintenant 3 ans, la mise en place du dialogue social au sein des instances de gouvernances régionales.

De même nous rappelons l'urgence de rassembler enfin la fonction conseil des cellules Guéparh et la formation des CIFP dans une même entité avec le CEDIP au sein d'un service à compétences nationales.

Enfin, le chantier G2 de perspective RH 2013 prévoit de consacrer 2/3 des effectifs des CVRH au métier de conseillers en ressources humaines. Si cette mesure était appliquée telle qu'elle, elle aurait pour conséquence la disparition quasiment totale de la production de formation par les CVRH. Cela va à l'encontre des objectifs du DOMTF 2010-2012. Il ne faut pas déshabiller Paul pour habiller Jacques mais plutôt consacrer des moyens supplémentaires à la fonction conseil qui mérite d'être développée pour mieux accompagner les agents et les services dans un paysage en constante mutation.